

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 BOURGES CEDEX

Bourges, le 02/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2024

Contexte et constats

publié sur 
EUROVIA
Les Chaumes
18500 Marmagne

Références : /
Code AIOT : 0010007802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2024 dans l'établissement EUROVIA implanté Les Chaumes 18500 Marmagne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA
- Les Chaumes 18500 Marmagne
- Code AIOT : 0010007802 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société Eurovia Centre Loire exploite une installation de stockage de déchets inertes (volume maximum annuel 50 000 m³) et une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (surface de 28 300 m²) aux lieux-dits "Les Chaumes" et "Le Triangle" sur le territoire de la commune de Marmagne.

L'exploitation de cet établissement est autorisée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2019-1416 du 19 novembre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite du 7 juin 2023;

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8		Demande d'action corrective	2 Mois
4	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9		Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
5	Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51		Demande d'action corrective	2 Mois
6	Surveillance des émissions sonores : émergence	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43		Demande d'action corrective	2 Mois
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6		Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
8	Traçabilité des déchets accueillis	Décret du 25/03/2021, article 2.II	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Informations à l'entrée du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22		
2	Tri des déchets indésirables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Lettre de suite préfectorale	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations à l'entrée du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	
Thème(s) : Situation administrative Panneau d'entrée	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>	
Constats : <p>Lors de la visite du 19 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le panneau installé à l'entrée du site a été remplacé et qu'il comporte désormais la mention "L'accès au site est interdit à toute personne non autorisée" ainsi que les numéros d'urgence (contact d'urgence (112), pompiers (18), SAMU (15) et gendarmerie (17).</p>	
Conforme	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Tri des déchets indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28

Thème(s) : Risques chroniques Organisation du tri

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'inspection a constaté qu'une benne de tri a été mise en place par l'exploitant sur le site.

Le jour de la visite, l'installation n'était pas en fonctionnement et l'inspection a constaté que la benne était vide.

Pas d'écart constaté

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8

Thème(s) : Risques chroniques Accusé d'acceptation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les indications normalement portées sur l'accusé d'acceptation (quantité de déchets admise en tonnes, date et heure d'acceptation) ne sont pas consignées par écrit.

Lors de la visite précédente, l'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'il n'accueillait dans l'installation que des déchets de ses propres chantiers et qu'il se considérait donc comme producteur des déchets dans ce cadre.

Cependant, tous les déchets entrants doivent faire l'objet d'un accusé d'acceptation permettant d'assurer la traçabilité des déchets à chaque réception. Ces données doivent être conservées et indiquées dans un document pour permettre la traçabilité.

Constat: Les indications normalement portées sur l'accusé d'acceptation ne sont pas consignées par écrit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 4 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques Registre d'admission

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le registre informatique d'admission des déchets.

Le registre transmis à l'inspection des installations classées mentionne désormais le résultat du contrôle visuel ainsi que le motif de refus du contrôle le cas échéant cependant il ne fait apparaître l'ensemble des déchargements. Le registre présenté comprend les périodes d'acceptation des déchets par chantier (mois concernés), il ne fait pas apparaître l'ensemble des déchargements journalier de déchets ni le contrôle visuel pour chacun.

Constat : Le registre d'admission des déchets ne fait pas apparaître l'ensemble des déchargements réalisés sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Surveillance des émissions sonores: conditions de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51

Thème(s) : Risques chroniques périodicité et conditions des mesures de bruits

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zones à émergence réglementée.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les mesures des émissions sonores du site ont été réalisées le 30 janvier 2024 (hors période de fonctionnement).

De nouvelles mesures devront être réalisées en conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, conformément à l'arrêté ministériel.

Constat: Les mesures réalisées ne sont pas représentatives de l'activité du site

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 6 : Surveillance des émissions sonores: émergence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43

Thème(s) : Risques chroniques Emergence du bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones d'émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies ci-dessous:

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)

- émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés: 6 dB(A)

- émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés: 4 dB(A)

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A)

- émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés: 5 dB(A)

- émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés: 3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les mesures réalisées le 30 janvier 2024 ne sont pas représentatives du fonctionnement de l'installation. De nouvelles mesures devront être réalisées et transmises à l'inspection des installations classées pour vérification de la conformité aux valeurs réglementaires.

Constat : Les mesures de bruit réalisées ne sont pas représentatives des conditions de fonctionnement de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques contenu du registre de suivi

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- Date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments, ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception

b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...];

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter le registre des terres excavées et sédiments entrants sur le site. Cependant, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une copie du registre serait transmise à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées a consulté le registre transmis par l'exploitant et a constaté que

ce dernier comprend les périodes d'acceptation des déchets par chantier (mois concerné) mais il ne détaille pas les dates précises d'entrée de chaque chargement, ni l'origine exacte. Il ne contient pas les éléments d'informations liés au transport, ni l'adresse exacte et les parcelles de provenance des déchets inertes.

Le registre ne précise pas le code de traitement.

Le registre devra être modifié et complété pour assurer une meilleure traçabilité des déchets.

Constat : Le registre présenté est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois

N° 8 : Traçabilité des déchets accueillis

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 2.II

Thème(s) : Risques chroniques RNDTS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 07/06/2023
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- Date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023

Prescription contrôlée :

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

« Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

« La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

[...]

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Constats :

Lors de la visite du 19 mars 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas assurer le suivi ni la traçabilité des déchets accueillis, sur le Registre National des Terres Excavées et Sédiments (RNDTS).

Or, compte-tenu des déchets acceptés dans l'ISDI (terres excavées, code 17 04 05), l'exploitant est soumis à l'obligation d'utilisation du RNDTS et déclarations associées. Il est nécessaire d'effectuer les démarches réglementaires en matière de déclaration et mise en œuvre des registres de suivis dématérialisés via le RNDTS.

Constat: L'exploitant n'assure pas le suivi ni la traçabilité des déchets accueillis via le RNDTS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en

réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois